



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

Secrétariat Général

Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
« CPCM »

Secrétariat Technique

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN RDC 2025-2029

NOTE SYNTHÈSE

MARS 2025

Introduction

Cette note est dédiée à la présentation des prévisions issues du cadrage macroéconomique élaboré sur base des réalisations de production à fin décembre 2024. Ces perspectives macroéconomiques sont élaborées dans un contexte caractérisé principalement par l'élaboration de la Loi de Finances rectificative 2025, au regard des changements majeurs observés au niveau de l'environnement macroéconomique et budgétaire.

La présente note est appelée à sous-tendre l'élaboration de la Loi de Finances rectificative 2025. Elle présente les projections intermédiaires de principaux indicateurs macroéconomiques à court et à moyen termes, en attendant la finalisation des discussions avec le FMI dans le cadre de la première revue du nouvel accord FEC, à l'issue desquelles un cadrage macroéconomique élaboré sur fond des réalisations à fin mars sera validé par les deux parties.

La note s'articule autour de trois principaux points, à savoir : (i) Environnement international ; (ii) Environnement national ; (iii) Perspectives économiques nationales 2025-2029.



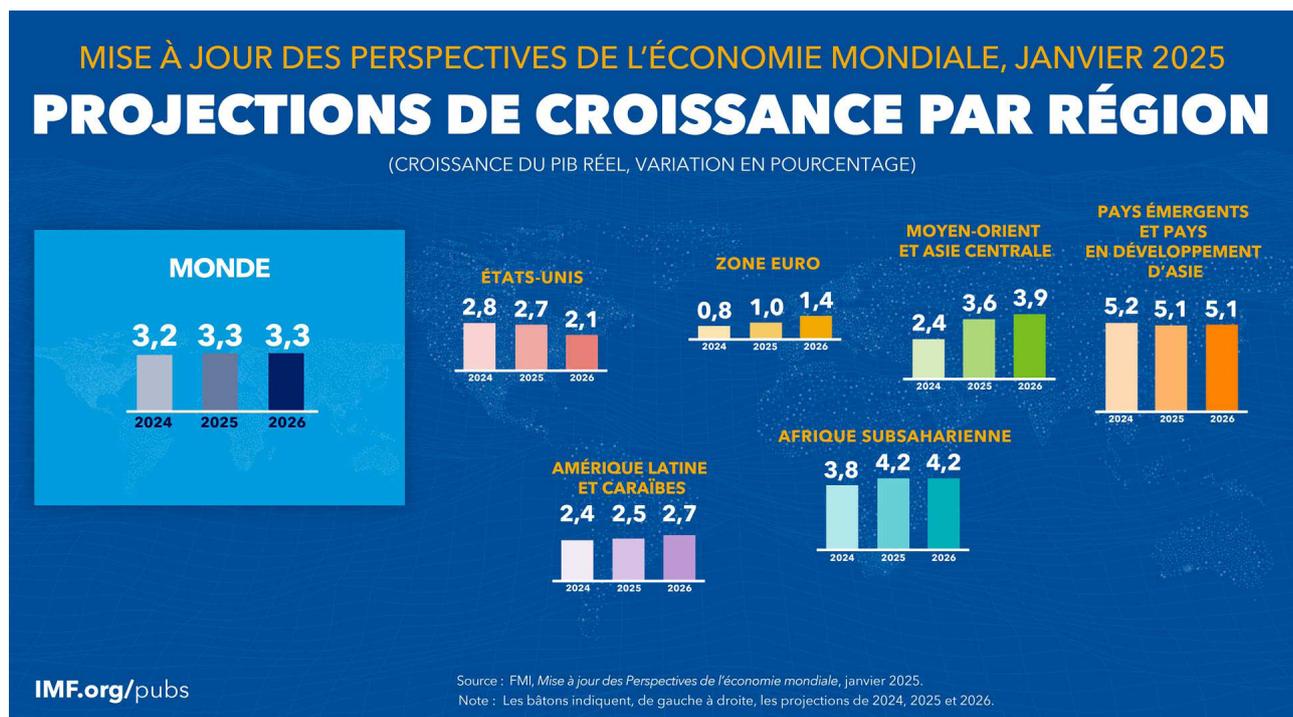
01 Environnement international

Les Perspectives de l'Économie Mondiale (PEM) du FMI de janvier 2025 renseignent que l'économie mondiale tient bon, même si le degré de résistance varie considérablement d'un pays à l'autre. En effet, la croissance mondiale devrait rester stable, bien que morose. À 3,3 % en 2025 et 2026, les prévisions de croissance sont inférieures à la moyenne historique (3,7 % sur la période 2000–19) et restent globalement inchangées par rapport à celles d'octobre.

En Chine, la croissance pour 2025 a été légèrement revue à la hausse (de 0,1 point de pourcentage) par rapport aux projections d'octobre, se situant à 4,6 % contre 4,8% en 2024. Cette révision s'explique par l'effet de report de 2024 et par l'ensemble de mesures budgétaires annoncé en novembre, qui compense en grande partie l'incidence négative sur l'investissement de l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales et du coup de frein du marché immobilier. En 2026, la croissance devrait globalement rester stable à 4,5 %, car les effets de l'incertitude entourant les politiques commerciales devraient se dissiper et le recul de l'âge du départ à la retraite devrait ralentir le déclin de l'offre de main-d'oeuvre.

En ce qui concerne l'inflation mondiale, le FMI renseigne qu'elle devrait ralentir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5 % en 2026, et elle devrait converger plus rapidement vers sa cible dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement.

Graphique 1. Évolution de la croissance mondiale (en %)



Source : PEM du FMI, janvier 2025



02 Environnement national

- L'année 2025 a commencé sur une bonne note en ce qui concerne l'évolution de l'activité économique, en dépit de l'aggravation des chocs sécuritaires. Ces évolutions sont dans le fil droit des engagements formulés dans le Programme d'Actions du Gouvernement (2024-28), qui vise à favoriser une croissance forte et inclusive en rétablissant la paix et la sécurité, en s'attaquant à la cherté de la vie, en investissant dans les infrastructures, les secteurs prioritaires sociaux et dans l'agriculture, en vue d'accélérer la diversification de l'économie et de stimuler la création d'emplois, ainsi qu'en renforçant la résilience au changement climatique. »
- Les nouveaux accords FEC et FRD appuyés par le FMI visent à cristalliser ces engagements, en préservant la stabilité macroéconomique, améliorant l'environnement des affaires, renforçant la gouvernance et la transparence, et en favorisant une croissance inclusive. Ces ambitieux objectifs nécessitent entre autres, de poursuivre les efforts notamment en matière de politique budgétaire et de gestion des finances publiques.
- L'escalade de l'insécurité dans la partie Est du pays attestée par l'occupation d'une partie du territoire national comporte des risques macroéconomiques et budgétaires importants au regard de l'importance stratégique des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

03 Perspectives économiques nationales 2025-2027

a. Principales hypothèses de projections

Les hypothèses formulées dans cette note reflètent les actions que le Gouvernement entend réaliser sur la période 2025-2029 pour assurer le dynamisme attendu dans les secteurs hors mines. Il s'agit notamment des programmes et projets suivants :

- Mise en œuvre du deuxième volet PDL-145 T axé sur l'électrification, qui devrait permettre au pays d'améliorer l'offre d'énergie électrique ;
- Prise en charge de la Couverture Santé Universelle ;
- Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR) ; il vise à contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration des revenus des petits producteurs, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes.
- Programme National de Développement Agricole (PNDA) ; Financé par la Banque Mondiale pour une



somme de 280 000 000 USD de Don et crédit IDA et 20 000 000 USD de Don GRIF , la première phase du programme national de développement agricole est exécutée pour une durée de 5 ans soit du 15 septembre 2022 au 30 juin 2027.

- Projet d'Appui au Développement des Chaines de valeurs agricoles dans 6 provinces de la RDC (PADCA -6P) qui fait partie du Programme de Transformation de l'Agriculture de la RDC (PTA-RDC). Celui-ci étant un programme de transformation structurelle de l'agriculture d'une durée de 10 ans, il est implémenté, entre autres, par deux autres projets financés par la Banque, en l'occurrence : (i) le Projet de Développement des Compétences et de la Gouvernance et Reformes ; et (ii) le Projet de Développement des Infrastructures de Transport.
- Extension des sites du Programme Volontariste agricole dans les 26 provinces ;
- Relance des parcs agro industriels (PAI) ;
- Financement du fond MWINDA sous la gestion de l'agence nationale de l'électrification et de service énergétiques et de l'électrification en milieu rural et périurbain (ANSER) ;
- Projet de construction de la Centrale Hydroélectrique de KAKOBOLA II (distribution de l'électricité). L'aménagement hydroélectrique de Kakobola, destiné à alimenter les populations des villes de Kikwit (14.000 ménages), Idiofa et Gungu en énergie électrique.
- Finalisation du Projet Inga 3. Le « Projet hydroélectrique de Grand Inga » en République démocratique du Congo constitue l'un des projets phares de l'Agenda 2063 ;
- Programme de bitumage et modernisation du réseau routier d'intérêt général sur un linéaire de 12 730 Km à travers le territoire national ;
- Programme de réhabilitation du réseau routier en terre à travers le territoire national sur un linéaire 18 500 Km ;
- Acquisition de 750 Bus pour TRANSCO ;
- Acquisition de 350 Bus pour TRANSACADEMIA ;
- Acquisition des navires en faveur des LMC ;
- Acquisition des équipements pour le chantier naval ;
- Acquisition de 2 avions neufs de type Boeing cargo ;
- Réhabilitation des Aéroports (KAVUMU, KANANGA, GOMA et autre) ;
- Construction du Port de MALUKU;
- Construction, réhabilitation et modernisation d'au moins 20 aéroports (Ndjili, Luano, Kisangani, Gemena, Isiro, Lisala, Kananga, Tshikapa, Muanda, Mbuji –mayi,...) ;
- Modernisation du chemin de fer Kinshasa -Matadi (modernisation de la voie, système de signalisation, télécommunication, construction d'ouvrage d'art)
- Acquisition de 5 locomotives diesel hydrauliques de manœuvres neuves ;
- Projet de construction de 2 rocade dans la ville-province de Kinshasa.

b. Principaux résultats

Le tableau suivant présente les principaux résultats des projections macroéconomiques pour la période 2025-2029.

Tableau 1. Principaux indicateurs macroéconomiques

Croissance du PIB	Est.		Projections				
	2023	2024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
Secteur primaire	13,6%	9,8%	6,1%	3,3%	3,1%	2,9%	1,8%
Agriculture, Sylviculture, Chasse e	2,2%	2,2%	3,1%	3,6%	4,1%	4,5%	5,5%
Agriculture	3,3%	2,7%	3,1%	3,6%	4,1%	4,5%	5,5%
Vivrière	3,1%	3,1%	3,1%	3,7%	4,1%	4,5%	5,5%
Rente	21,1%	-22,4%	0,8%	2,0%	3,1%	3,7%	4,2%
Sylviculture	-28,3%	-19,6%	2,9%	3,0%	3,2%	3,6%	3,9%
Élevage, pêche et chasse	3,0%	3,0%	3,0%	3,4%	3,7%	4,2%	4,7%
Industrie extractive	18,2%	12,5%	7,1%	3,2%	2,8%	2,4%	0,6%
Secteur secondaire	6,0%	3,3%	4,1%	5,6%	6,2%	7,1%	8,4%
Industries manufacturières	2,6%	2,7%	3,7%	5,3%	5,7%	6,6%	6,8%
Agro industrielles	2,5%	3,1%	3,7%	5,4%	5,7%	6,6%	6,8%
Autres industries manufacturièr	3,0%	0,6%	3,5%	4,7%	5,6%	6,5%	7,2%
Electricité, gaz et eau	4,6%	0,8%	2,9%	3,3%	4,3%	5,3%	6,5%
Batiments et Travaux publics	14,0%	4,9%	5,2%	6,6%	7,6%	8,4%	11,8%
Secteur tertiaire	3,0%	3,6%	3,8%	5,5%	6,5%	7,9%	9,4%
Transports et communications	4,4%	6,4%	5,3%	8,0%	8,7%	9,1%	10,6%
Transports	1,5%	2,6%	2,1%	6,5%	6,3%	6,7%	7,3%
Communications	7,2%	9,9%	8,0%	9,2%	10,6%	11,0%	13,0%
Commerce de gros et de détail	2,0%	2,8%	2,9%	3,2%	4,2%	6,9%	8,4%
Services marchands	3,7%	1,8%	3,8%	5,2%	6,8%	7,5%	8,9%
Banques et assurances	5,8%	5,8%	4,0%	7,8%	7,3%	8,9%	9,9%
Autres services marchands	3,2%	1,0%	3,7%	4,6%	6,7%	7,2%	8,6%
Services non marchands	1,1%	1,1%	1,5%	5,5%	5,9%	7,1%	9,0%
Education	3,3%	3,3%	3,8%	4,9%	8,1%	9,9%	10,3%
santé	3,1%	3,1%	5,2%	6,6%	7,1%	9,4%	14,1%
Autres services non marchands	1,0%	1,0%	1,4%	5,5%	5,8%	7,0%	8,9%
Production imputée des services	5,8%	5,8%	4,0%	7,8%	7,3%	8,9%	9,9%
PIB au coût des facteurs	8,7%	6,8%	5,1%	4,3%	4,7%	5,2%	5,3%
Droits et Taxes sur les produits	2,9%	-4,7%	5,1%	4,3%	4,7%	5,2%	5,3%
PIB aux prix du marché	8,6%	6,7%	5,1%	4,3%	4,7%	5,2%	5,3%
PIB hors-mines	3,5%	3,1%	3,8%	5,1%	5,9%	7,0%	8,3%

Source : CPCM, mars 2025

Tableau 2. Autres indicateurs

AUTRES INDICATEURS	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Taux de change (croissance annuelle) (Fc/\$ US)	16,2%	19,9%	1,5%	1,4%	1,3%	1,1%	1,0%
Taux d'inflation fin période (INS à partir de 2012)	23,8%	11,7%	8,1%	7,0%	7,0%	7,0%	7,0%
Taux d'inflation moyenne INS à partir de 2012)	19,9%	18,2%	9,9%	7,6%	7,0%	7,0%	7,0%
Déflateur PIB Ressources (2000=1,00)	10,1	11,6	12,0	12,6	12,7	13,3	14,1
Taux de change (CDF/Dollars US)							
Moyenne annuelle	2330,7	2793,6	2859,2	2900,3	2938,4	2973,3	3004,8
à fin période	2668,9	2838,0	2880,5	2920,1	2956,6	2989,9	3019,8
Dépréciation (-)/appréciation (+) du taux de change Moyen	-13,9%	-16,6%	-2,3%	-1,4%	-1,3%	-1,2%	-1,1%
Dépréciation (-)/appréciation (+) du taux de change FP	-24,4%	-6,0%	-1,5%	-1,4%	-1,2%	-1,1%	-1,0%
PIB Nominal en milliards de CDF	163777,4	199717,2	217903,2	238023	251213,8	277837,3	309438,2
PIB Nominal en millions de USD	70268,6	71489,9	76210,2	82067,7	85494,0	93445,3	102979,8

Source : CPCM, mars 2025

i. Croissance du PIB réel

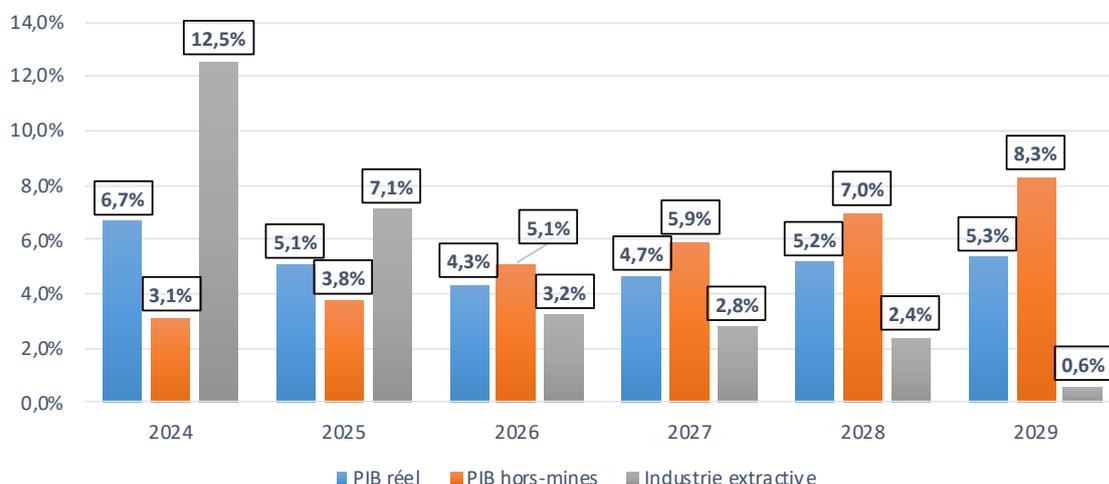
La croissance économique devrait se situer à 5,1% en 2025 contre 6,7% en 2024. Ce ralentissement serait principalement justifié par une perte de dynamisme dans les industries extractives, passant de 12,5% à 7,1%. Ce relâchement est le reflet de l'absence de nouveaux projets pour soutenir la production dans la mesure où les principaux projets majeurs auront atteint leur pleine capacité de production.

Entre 2026 et 2029, la croissance devrait, en moyenne, s'établir 4,9%.

Le PIB hors mines devrait, quant à lui, enregistrer une progression de 3,8% en 2025 contre 3,1% en 2024. Le dynamisme du secteur non minier résulterait principalement de la performance attendue dans les branches « Bâtiments et travaux publics » (5,2% en 2025 contre 4,9% en 2024), « électricité, eau et gaz » (2,9% contre 0,8%), « services marchands » (3,8% à 1,8%). Entre 2026 et 2029, la croissance hors extraction devrait se situer à 6,6% en moyenne.

L'amélioration globale du PIB hors mines s'inscrit dans une dynamique plus large de diversification économique envisagée, où le BTP et l'énergie joueraient un rôle moteur, couplé avec un secteur de télécommunications en plein essor, profitant de la numérisation croissante de l'économie et de la demande accrue pour les services en ligne (e-commerce).

Graphique 2. Évolution de la croissance économique (en %)

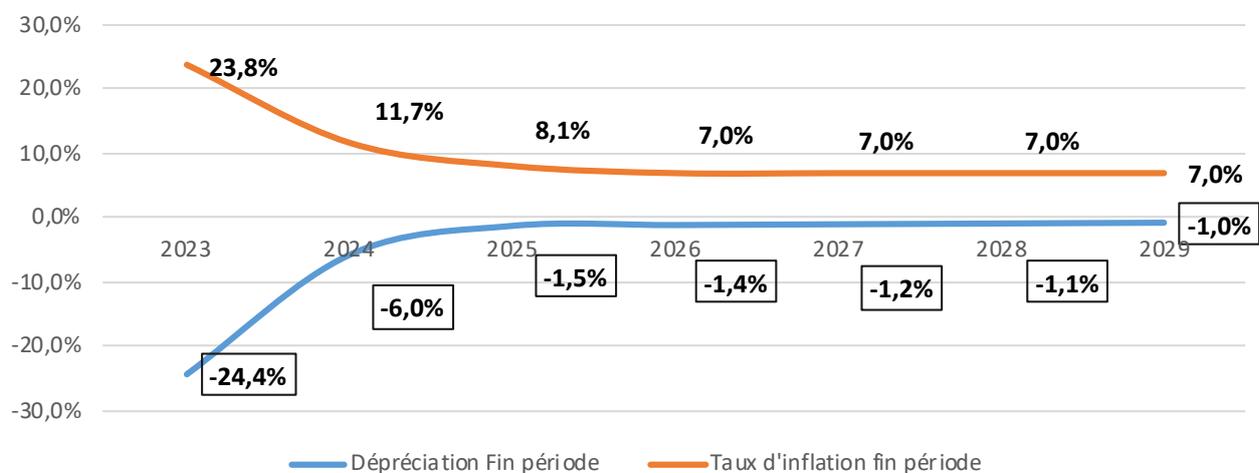


Source : CPCM, mars 2025

ii. Inflation et taux de change

L'inflation devrait ralentir à 8,1% en 2025 après 11,7% en 2024. En 2026, elle devrait refluer à 7%, convergeant ainsi vers la cible définie par la politique monétaire. Cette décélération tiendrait au maintien du dispositif de la politique monétaire dont l'orientation demeure restrictive depuis l'année 2023. A cela s'ajouteraient aussi le renforcement de la discipline budgétaire en cours d'application et le maintien de la bonne coordination entre les deux politiques conjoncturelles. Grâce aux facteurs susmentionnés, le taux de dépréciation du franc congolais face au dollar américain devrait (à fin période) passer de 24,4% en 2023 à 6,0% en 2024 et à 1,5% en 2025.

Graphique 3. Évolution de l'inflation et de la dépréciation du taux de change (en %)



Source : CPCM, mars 2025

iii. Risques et recommandations

Ces perspectives de croissance sont soumises à de forts aléas en raison d'une part, de la situation sécuritaire dans l'est du pays et d'autre part, d'une conjoncture internationale incertaine. Ces incertitudes à l'échelle internationale se reflètent notamment par la baisse continue des cours de principaux produits d'exportation de la RDC, dans un contexte où la Chine utiliserait désormais l'antimoine, un produit substitut de l'hydroxyde de Cobalt dans la fabrication des batteries à voiture électrique. Aussi, est-il observé l'absence de nouveaux projets alors que la plupart des projets majeurs dans le secteur minier ont atteint leur pleine capacité de production, ce qui risquerait de plomber la contribution de ce secteur dans les années à venir.

En vue de prévenir ces risques, les autorités devraient prendre des dispositions en vue essentiellement de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement de l'activité économique ;
- les réformes engagées en vue d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre notamment du PAG et des accords FEC et FRD conclus avec le FMI ;
- le processus de diversification de l'économie nationale décliné dans le PAG 2024-28, à l'effet notamment de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur minier et de consolider la dynamique de la transformation structurelle.



- Les efforts visant à ancrer le cadre budgétaire sur un solde hors ressources naturelles et à déterminer des règles budgétaires solides, en vue de faire du secteur minier un véritable levier du développement économique du pays et de se prémunir contre la volatilité des cours des matières premières.









MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

Secrétariat Général

Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
« CPCM »

Secrétariat Technique

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN RDC 2025-2029

NOTE SYNTHÈSE

MARS 2025